

CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUIN 2016

NOTE DE SYNTHESE

1 - APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS ET AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2015

Le Conseil municipal devra se prononcer sur l'approbation des comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes de la ville pour l'année 2015. Le compte administratif consolidé de la ville s'élève à 17 284 021,02 € en dépenses de l'exercice et à 17 996 700,11 € en recettes de l'exercice. Après l'approbation des 6 budgets (commune, BIE, ZAC de la Condamine, Service des Eau, Service de l'Assainissement et Régie de la Tour), il conviendra de procéder à l'affectation des résultats pour chacun des budgets. Le résultat consolidé est de 344 522,23 €, auquel s'ajoute 20 295,15 € pour la Régie de la Tour.

2 - APPROBATION DES COMPTES DE GESTION – EXERCICE 2015

Le compte de gestion retrace l'ensemble des opérations effectuées par le Trésorier municipal, comptable des comptes de la commune. Il est soumis au quitus de l'assemblée qui doit vérifier la concordance de ses résultats avec ceux du compte administratif.

3 - APPROBATION DES BUDGETS SUPPLEMENTAIRES – EXERCICE 2016

La reprise des résultats des comptes administratifs 2015 et des restes à réaliser permettra d'engager de nouvelles opérations sur le budget 2016. Outre le réajustement de certaines écritures comptables, comme les dépenses liées à la maintenance des alarmes, l'abonnement informatique pour des anti-spams et des sauvegardes en ligne, sont inscrits des aménagements de locaux pour Crest'Actif, la réfection de la toiture de l'école Anne Pierjean, des études et des travaux pour lever les aléas liés aux risques d'inondations à Saint-Ferréol/Les Gardettes, à la Saleine et aux Arbres Ecrits, une étude pour la gestion de la Tour, ainsi que l'aménagement du parking avenue Ricateau.

Sont inscrits au budget de l'eau, un complément de crédit pour les travaux de renouvellement des branchements.

Sur le budget de l'assainissement, le réajustement des crédits pour les opérations d'amortissement.

Sur le budget de la Tour, des écritures comptables liées aux stocks, aux paiements de cotisations dans le cadre d'une validation de service d'un agent, l'achat d'une nouvelle caisse enregistreuse.

4 - BILAN DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Conformément au Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit délibérer chaque année sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la commune. Ce bilan, qui sera annexé au compte administratif, permet de connaître la politique foncière menée par la collectivité.

5 – RAPPORT D'ACTIVITES DES SERVICES – ANNEE 2015

Dans un souci d'amélioration continue de la qualité du service rendu aux Crestois, la municipalité propose chaque année un rapport d'activités des services qui permet de mesurer le travail réalisé par les agents communaux. Dans ce rapport, apparaissent également les objectifs vers lesquels doivent tendre les services en 2016 et les moyens dont ils disposent pour y parvenir.

6 – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DES FOIRES ET MARCHES, DU POIDS PUBLIC ET DE L'AIRE D'ACCUEIL DES CAMPINGS CARS – ANNEE 2015

La gestion des foires et marchés est assurée dans le cadre d'une délégation de service public. En application du Code général des collectivités territoriales, la société délégataire doit fournir chaque année à la collectivité un compte-rendu financier et technique afin de lui permettre d'assurer un contrôle régulier de l'activité.

Le 31 décembre 2015, le contrat de délégation de service public entre la commune et Lombard et Guérin est arrivé à échéance. Le contrat de délégation a été signé entre la commune de Crest et Lombard et Guérin Gestion pour une durée de 1 an renouvelable quatre fois, à compter du 1^{er} janvier 2016.

7 – RAPPORT ANNUEL DE DELEGATION CONCERNANT LA DSP POUR L'ACTIVITE DE LD EQUI SERVICES (LUSITANIAN DREAM) – ANNEE 2015

Titulaire d'un bail emphytéotique administratif pour la gestion du centre équin, LD EQUI SERVICES (Lusitanian Dream) exerce depuis le 12 mars 2012 une activité de reproduction de la filière équine, d'appui technique aux éleveurs et d'identification des races.

Il convient de présenter le rapport annuel d'activités établi par la LD Equi Services au titre de l'année 2015.

8 – CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS – BUDGET DE LA COMMUNE

La SARL CARRES assurances, ancien assureur de la ville pour les risques statutaires laisse un montant de remboursement impayé de 21 857,08 €. Cette société étant en liquidation judiciaire, le recouvrement de cette créance est compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

La Ville de Crest a dû procéder, en lieu et place des propriétaires, à des travaux de mise en sécurité d'un immeuble présentant un péril imminent, sis rue de Larnage, pour un montant de 41 085, 55 €.

Un titre de recette sera émis à l'encontre des successeurs de cet immeuble, mais la procédure de succession est toujours en cours auprès de l'étude notariale, le recouvrement de cette créance peut être compromis.

Ainsi, il est proposé de créer pour chacun de ces deux cas, une provision pour dépréciation des actifs circulants afin de constituer une réserve budgétaire en cas de réalisation de ces risques.

9 -CLÔTURE DU BUDGET IMMOBILIER DES ENTREPRISES

Dans le cadre du transfert de la compétence économique à la communauté de communes, la commune de Crest doit procéder à la clôture de son budget annexe "budget immobilier d'entreprises".

En effet, il a été procédé au transfert de l'actif et du passif (emprunts, subventions, immobilisations et dotations aux amortissements) sur le budget BIE de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans par les conventions de mise à disposition des biens.

Il convient donc d'autoriser le Trésorier municipal à ajuster, par opération d'ordre non budgétaire, toutes les écritures comptables nécessaires à la clôture des comptes de ce budget annexe.

10 – ADMISSION EN NON VALEUR – BUDGET DE LA COMMUNE

Le Trésorier municipal ayant épuisé toutes les possibilités de recouvrement, il est proposé d'admettre en non-valeur les sommes de 1710,86 € et 2852,00 €, correspondant à des produits divers non recouvrés.

11 – M14-FIXATION DE LA DURE D'AMORTISSEMENT DES BIENS MOBILIERS, IMMOBILIERS ET SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

L'instruction M14 impose aux collectivités locales d'amortir les immobilisations incorporelles et corporelles, les biens immeubles productifs de revenus, les plantations, les subventions d'équipements versées ainsi que les subventions d'équipement reçues pour l'acquisition d'un bien amortissable.

Il est proposé pour ces types de bien de fixer la durée d'amortissement.

12– ENGAGEMENT DU PROJET POUR LA REALISATION DE LA PASSERELLE ACCOLEE AU PONT FREDERIC MISTRAL

La Ville de Crest envisage la création d'une passerelle accolée au Pont Frédéric Mistral, pour améliorer les circulations entre la rive gauche de la Drôme et le centre-ville de Crest. Ce projet s'inscrit dans la stratégie municipale de mobilité durable, l'action « favoriser les déplacements doux » du deuxième volet de l'agenda 21 local.

Dans le cadre de la réalisation de cette passerelle, le Conseil municipal doit approuver le programme de l'opération, l'enveloppe financière prévisionnelle la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Crest et le département de la Drôme.

13 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder :

- une subvention exceptionnelle à l'association Mémoire de la Drôme pour l'aider à financer leur ouvrage sur la seconde Guerre mondiale et sur la Résistance dans la vallée de la Drôme
- une subvention exceptionnelle à l'association Vélo dans la Ville pour l'aider à financer l'aménagement d'un garage à vélo.
- une subvention exceptionnelle à l'Association Les Pêcheurs de la Moyenne Vallée de la Drôme afin de les soutenir et pérenniser leurs activités Ateliers Pêche Nature.
- une subvention à l'Union Sportive Crestoise Gymnastique pour l'aider à financer l'organisation d'une compétition UFOLEP.
- une subvention exceptionnelle au Club Alpin Français de Crest Val de Drôme pour les aide à renouveler leurs cordes d'escalade.
- une subvention exceptionnelle à la Compagnie Zazie7 pour l'aider à financer leur dépliant de communication pour leur mini-festival sur la terrasse de la Chapelle des Cordeliers.

14 – MEDIATION SOCIALE

Les missions de prévention spécialisée étaient confiées à la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Drôme par convention. Ces conventions cadre et spécifique entre le Conseil général de la Drôme et la commune d'Aouste-sur-Sye sont arrivées à échéance.

A compter du 1er janvier 2016, dans le cadre de sa politique jeunesse, le département de la Drôme s'est engagé à soutenir les territoires qui ne sont pas labellisés "politique de la ville" au travers d'opération d'animation sociale.

Pour une mise en place effective du dispositif de la médiation sociale, le Conseil municipal doit approuver la convention de partenariat entre les communes participantes et la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Drôme, puis approuver la convention de partenariat avec le département de la Drôme relative à l'animation sociale.

15 – CESSIONS DE MAISONS RUE DU FOUR

La commune est propriétaire de quatre maisons rue du Four. Dans sa politique foncière, elle souhaite céder ces quatre biens, pour cela des mandats de vente ont été confiés à la société Guy Hoquet afin de trouver des potentiels acquéreurs. Deux de ces biens ont déjà reçu une proposition d'acquisition. Pour répondre aux offres d'achat, le Conseil municipal doit autoriser les cessions de ces quatre maisons avec les futurs acquéreurs, lorsque les conditions sont au moins conformes aux estimations des domaines.

16 – CONVENTIONS DE SERVITUDES AVEC ERDF POUR L'INSTALLATION DE CANALISATIONS SOUTERRAINES IMPASSE RONSARD ET CHEMIN DU GRAND SAINT-JEAN

Dans le cadre de travaux d'amélioration et de modernisation du réseau de distribution publique d'électricité, Impasse Ronsard et Chemin du Grand Saint-Jean, ERDF va procéder à l'installation de canalisations souterraines sur deux propriétés communales. La présence de ces conduites nécessitent l'établissement d'une convention de servitudes afin de formaliser les conditions de réalisation de ces travaux.

17 – PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La participation pour le raccordement à l'égout a été supprimée par la loi de finances du 14 mars 2012 et remplacée par la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.). Pour percevoir cette nouvelle recette, l'assemblée délibérante a institué le principe et en fixer le montant par délibération du 28 juin 2012.

Il est proposé au Conseil municipal de maintenir le montant de la P.F.A.C. et de l'élargir à la situation des "assimilés domestiques" à partir du 1er juillet 2016.

18 – CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE POUR ACCEDER À LA MISE EN PLACE D'UN DIAGNOSTIC PERMANENT À L'ECHELLE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU CRESTOIS

L'article 28 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015, permet d'instituer des groupements de commandes pour la gestion commune de prestation. Il est proposé d'élaborer un groupement de commandes avec la Communauté de Commune du Crestois et du Pays de Saillans, la commune de Divajeu, la

commune d'Eurre et le SMPA pour la passation d'un marché de prestation de service pour accéder à la mise en place d'un diagnostic permanent à l'échelle du système d'assainissement collectif du crestois.

19 - DENOMINATION D'UNE VOIE COMMUNALE

La dénomination des voies communales est une mesure d'ordre et de police générale indispensable à la circulation et aux échanges.

Il est proposé de dénommer une voie de l'ancienne ZAC de la Condamine allant du rond point de la Croix de Romans à l'allée Félix Rozier.

20 - PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs afin de tenir compte de l'évolution des carrières des agents et des mouvements de personnel.

*_*_*_*